Du nouveau en Amérique latine

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1008>

DOI : 10.4000/bhce.1008

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 241-245

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Du nouveau en Amérique latine », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1008>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Du nouveau en Amérique latine

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Du nouveau en Amérique latine », revue *Esprit*, n° 294, avril 1961, p. 530-538.

- 1 Il y a deux ans et demi, nous avons essayé de brosser un tableau de l'Amérique latine ; des spécialistes qualifiés avaient fait le point des grands problèmes posés aux vingt pays ibéro-américains². Depuis lors, ceux-ci sont passés sur le devant de la scène internationale et leurs voix se font entendre plus souvent qu'autrefois : l'Argentine fait des efforts pour sortir de l'impasse économique et de la crise d'autorité de l'état créée par les pressions des militaires sur la vie politique ; le Brésil, où l'industrialisation côtoie les formes les plus arriérées d'exploitation agricole, vient d'élire un nouveau président dont les projets semblent audacieux ; au Venezuela, le gouvernement de M. Betancourt doit faire face aux premiers symptômes d'une crise économique et à la division de la gauche ; en Amérique centrale des troubles violents témoignent du divorce entre l'opinion publique et des gouvernements plus soucieux de se maintenir que d'entreprendre des réformes démocratiques.
- 2 Cependant, le fait capital en Amérique latine, celui qui détermine les prises de positions essentielles, qui passionne les foules, qui inquiète les diplomates et les hommes d'état, c'est la révolution cubaine, le « castrisme ».
- 3 Dans notre numéro spécial d'octobre 1958, avaient été passés en revue des sujets tels que le panaméricanisme, les relations entre les dictatures et les forces armées, la vie sociale et syndicale, et l'économie dans ses deux aspects essentiels : la question agraire et l'industrialisation. Sans doute, ces sujets sont-ils toujours à la base de n'importe quelle réflexion sur l'Amérique latine ; cependant, en 1961, il est impossible d'en parler sans tenir compte du phénomène castriste.

La méfiance envers les États-unis

- 4 En 1958, les études de Briceño, Maspéro, Talavera, etc..., avaient mis en relief la sensibilité latino-américaine face à la pénétration économique et à l'influence politique des États-Unis. Peut-on s'étonner aujourd'hui de la vague des passions déchaînées par la révolution cubaine d'abord, puis par le conflit entre les états-Unis et Cuba ?
- 5 Il y a toute une tradition latino-américaine de méfiance envers un panaméricanisme à sens unique, conçu et dirigé par le Département d'état. L'histoire est déjà longue des interventions yankees dans le centre et le sud du continent : annexion en 1848 du territoire mexicain du Texas, aliénation de l'indépendance de Cuba (amendement Platt) et annexion de Porto-Rico par suite de la guerre hispano-américaine, débarquements des « marines » au Nicaragua et surtout leur lutte contre le populaire « guérillero » Sandino, histoire bien connue du canal de Panama, mise en place de dictateurs dévoués aux États-Unis, affaire du Guatemala...
- 6 Tout cela ne pouvait manquer de provoquer un courant de sympathie en faveur du castrisme, même si toutes ses méthodes politiques ne sont pas unanimement approuvées. Georges Friedmann a très bien saisi cet état d'esprit quand il nous rapporte le commentaire qu'on fait d'un bout à l'autre de l'Amérique latine : ce barbu les tient en échec. Les maigres résultats de la tournée d'Eisenhower en Amérique du Sud, bien qu'elle eût lieu dans un moment de détente, prouvent que l'esprit « antiyankee » des Hispano-américains n'est pas lié à la guerre froide, mais aux problèmes particuliers du continent. Le président du Brésil, M. Kubitschek, avait voulu sauver la situation par un plan de panaméricanisme renouvelé, comportant une aide économique substantielle de la part des États-Unis. Ce plan est resté lettre morte et M. Kubitschek a quitté la présidence, laissant son pays, en dépit de sa croissance économique, victime de l'inflation, et de plus en plus antiyankee –à tel point que les deux candidats à la présidence ont dû se livrer à une véritable surenchère nationaliste pour gagner les voix des électeurs. Le président élu, M. Janio Quadros, bien qu'il ait joui de l'appui des forces conservatrices, s'est prononcé pour une politique indépendante à l'égard des États-Unis et s'est refusé à leur emboîter le pas dans l'anticastrisme. Les activités de l'OEA (Organisation des états américains) ces dernières années n'ont pas servi non plus à renforcer l'inter-américanisme. L'obstination des États-Unis à obtenir une condamnation du régime cubain a faussé les débats de cet organisme. Il est vrai que l'OEA a condamné la dictature de la République dominicaine ; mais lorsque les États-Unis, plusieurs mois plus tard, ont décidé de faire la plupart de leurs achats de sucre à la République dominicaine et au Pérou (pays qui a servi d'une manière trop voyante la politique du Département d'état, en proposant la convocation de la Conférence de San José et en précédant de quelques jours les États-Unis dans la rupture des relations diplomatiques avec Cuba), tout le monde a compris que la condamnation du dictateur Trujillo n'était que le prix payé par M. Herter pour obtenir une condamnation, ne fût-ce qu'indirecte, du régime cubain. Et pourtant la Déclaration de San José a ébranlé sérieusement la base populaire des nombreux gouvernements latino-américains dans leurs pays respectifs, allant jusqu'à entraîner la rupture du front de la gauche et une situation assez délicate au Venezuela³.
- 7 La Conférence économique inter-américaine de Bogotá, malgré une déclaration de principe en faveur de la réforme agraire, n'a satisfait personne, et les 500 millions de dollars votés par le Congrès américain pour aider les pays latino-américains à la veille

de la Conférence de San José, sont considérés comme nettement insuffisants par les économistes de tous ces pays. Il y a encore la politique « orthodoxe » du Fonds monétaire international (récusée d'ailleurs par les gouvernements du Brésil et du Venezuela) qui a essayé d'appliquer aux pays latino-américains des techniques et méthodes habituellement employées dans des pays développés. D'ailleurs, la préoccupation du FMI est de rétablir l'équilibre des prix par des mesures d'ordre financier, sans se soucier de la situation économique et de son aspect social. Or, les résultats se traduisent par une aggravation de la distribution, déjà injuste, du revenu national. La revue chrétienne de Montevideo, *Política*, dit à ce sujet dans son numéro d'octobre 1960 : « Accepter les conditions imposées par le Fonds a pour résultat de créer, sur le plan social, une situation de pénurie pour les secteurs de la population à faible revenu et, sur le plan économique, de nous subordonner aux grands centres économiques et monétaires du capitalisme mondial ».

- 8 Sur le plan spirituel, la présence des missionnaires des États-Unis en Amérique latine n'est pas sans poser des problèmes. Notre intention n'est pas de mettre en doute l'esprit missionnaire qui anime les évêques du Canada et des États-Unis, lorsqu'ils recommandent l'envoi de prêtres et de religieux en Amérique latine (les États-Unis auraient promis d'en envoyer un millier par an. Cependant, cette mission comporte certains dangers qui sont expliqués dans un article de *El Ciervo* de Barcelone, signé par Toro Trallero⁴ : « La vérité, c'est que ces milliers de missionnaires américains (du Nord) seront reçus avec une grande méfiance. Il est très possible que les gens voient en eux des « yankees » plutôt que des prêtres catholiques. Le grand danger pourrait être, encore une fois, celui de présenter l'église aux yeux des nationaux de chaque pays comme identifiée avec les éléments oppresseurs. » Et cet article ajoute : « La position logique de l'église cubaine devant le danger d'une infiltration communiste, peut avoir – par une mauvaise interprétation – éveillé chez certains l'espoir que l'église catholique pourrait aider à empêcher la réussite des revendications des peuples sud-américains... » Le dernier exploit de la diplomatie de M. Herter, qui laisse comme héritage aux nouveaux dirigeants du Département d'état la rupture des relations avec Cuba, n'a fait qu'aggraver cet état d'esprit. D'ailleurs, il s'agissait d'une vaste manœuvre tendant à faire rompre avec Cuba les deux tiers des états faisant partie de l'OEA. C'est un journaliste espagnol, M. Massip, correspondant aux États-Unis du quotidien madrilène *ABC* (et dont les articles fort intelligents ne sauraient être comparés aux éditoriaux « orientés » de ce journal), qui expliquait ainsi l'opération : « L'objectif essentiel de Washington a été d'isoler le castrisme du reste du continent... L'idée c'est de projeter la rupture des États-Unis avec le castrisme sur l'ensemble de l'Organisation des états américains et obtenir la rupture de la part de ces états, au moins d'une grande majorité d'entre eux. D'après la diplomatie américaine, la rupture du Continent avec Cuba rendrait impossible l'exportation du castrisme en Amérique ibérique. » En effet, le Pérou (qui s'était fait remarquer en proposant la Conférence de San José en même temps qu'il recevait un prêt des États-Unis) a encore une fois lancé l'opération : rupture des relations diplomatiques avec Cuba, mise hors la loi des communistes, etc. Il rejoignait ainsi les positions du Nicaragua, du Paraguay, de la République dominicaine, d'Haïti, du Guatemala, pays dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas des modèles de démocratie (d'ailleurs c'est le gouvernement cubain qui avait pris l'initiative de rompre avec la plupart de ces dictatures). Cependant, les pressions faites dans le même sens sur d'autres gouvernements, latino-américains n'ont eu pour résultat que l'expulsion de quelques diplomates cubains au

Panama et en Uruguay. Les autres gouvernements ont refusé très poliment de s'aligner sur les positions du Département d'état. D'ailleurs, l'offensive diplomatique contre le castrisme, a entraîné des troubles dans quelques pays : à Montevideo les manifestations pro-castristes ont été assez violentes, ainsi qu'en Argentine. Les milieux universitaires du Mexique et du Venezuela ont tenu aussi à prendre position contre toute intervention diplomatique contre Cuba, ainsi que les parlementaires de gauche (socialistes, démocrates du travail, communistes) au Chili⁵. La découverte par le *New York Times* d'une base de commandos anticastristes à Retalhuleu (Guatemala) entraînés par des instructeurs américains, n'a fait que compliquer les choses. Et le tout dernier coup d'état du Salvador, accompli sous prétexte d'anticastrisme et d'anticommunisme, et qui a amené au pouvoir les militaires d'extrême-droite, a nui aussi considérablement à ceux qui prétendent faire de l'anticastrisme sans se ranger pour cela aux côtés des défenseurs d'un conservatisme social. On ne saurait ignorer que des partis démocratiques réunis à Lima il y a quelques mois (APRA du Pérou, Action démocratique du Venezuela, MNR de Bolivie, Libération Nationale du Costa Rica, Parti fébrériste du Paraguay), tout en rejetant la voie communiste pour l'Amérique latine, ont pris position contre « la remise en application de doctrines comme celle de Monroe, en vue de justifier l'intervention impérialiste en Amérique latine, en exprimant leur refus total de n'importe qu'elle forme d'agression économique comme méthode pour régler des différends éventuels entre pays du continent américain. »

- 9 M. Hector Charry Samper, président de la commission interparlementaire du Sénat de Colombie, a exprimé le point de vue des nombreux libéraux dans un article publié par la revue *Combate* (janvier 1961) de l'Institut international d'études politico-sociales dont le siège est au Costa Rica : « Il faut critiquer objectivement les erreurs des Cubains et du Département d'état... Le système inter-américain ne doit pas servir pour essayer un coup de force contre Cuba, mais au contraire, pour trouver une issue logique, libérale et démocratique à ce différend international ». M. Charry Samper, qui critique les mesures du gouvernement cubain en matière de presse et de justice, défend la transformation économique et sociale que celui-ci entreprend. Et il se contente de constater une réalité quand il écrit : « Il y a une vague de sympathie incontestable pour Castro en Amérique latine. Et non seulement dans les milieux qu'on appelle progressistes. Au Mexique et en Colombie des intellectuels et des groupes importants ont des sympathies pour la révolution cubaine ».
- 10 Pour M. Alfredo Palacios, qui depuis longtemps incarne le socialisme modéré en Argentine, « la révolution cubaine est une révolution authentique, latino-américaine, qui repose sur des postulats éthiques ». Sans doute, M. Palacios n'est pas d'accord non plus avec quelques aspects de l'évolution récente de Cuba, mais l'esprit de communauté latino-américaine est plus fort en lui que certains différends idéologiques. C'est sous le slogan de solidarité avec la révolution cubaine que M. Palacios vient d'être élu sénateur de Buenos Aires.

Le pouvoir politique de l'Armée

- 11 Naturellement, pour mieux comprendre la portée de la révolution cubaine sur l'opinion publique du continent, il faudrait tenir compte de l'ensemble des événements politiques et sociaux survenus en Amérique latine. Par exemple, où en est le problème « Armée et dictature », qu'avait posé notre ami Juan Liscano dans le numéro d'*Esprit*

d'octobre 1958. Le cas du Salvador, où l'armée s'est érigée encore une fois en « sauveur du pays », en pourfendeur des « communistes » (qui n'y existent point), en « défenseur de la loi » –que tous ont violée depuis des années– n'est guère encourageant. Le militarisme classique a continué de sévir au Guatemala où une révolte (populaire, dans une certaine mesure, mais teintée de « militarisme de gauche »), a été écrasée en novembre 1960, après quelques jours de lutte. En revanche, dans la plupart des pays situés au sud de la zone des Caraïbes, l'armée semble se maintenir à l'écart des luttes politiques et rester dans le cadre de la légalité. Une seule exception, celle de l'Argentine, qui semble livrée aux luttes entre les différents groupes de l'armée ; des « putschs » néo-péronistes et conservateurs ont été réprimés par le gouvernement qui, à son tour, semble trop sensible aux pressions des forces armées.

- 12 Sans doute, l'appartenance des officiers à certaines couches sociales et surtout à des milieux qu'ils sont presque toujours obligés de fréquenter, a aidé à maintenir la tradition des « *caudillos* ». Mais cette tradition est plus forte là où la participation de la population à la vie politique est encore restreinte (c'est le cas de l'Amérique centrale), ainsi que dans les pays –et c'est le cas de l'Argentine– où des difficultés économiques entraînent une forte agitation sociale qui produit, par contrecoup, la réaction de quelques militaires qui se croient investis d'une mission providentielle pour défendre « l'ordre » contre la « subversion ».
- 13 Rappelons que la révolution cubaine a été faite contre l'armée de métier qui a été entièrement balayée. Ce fut aussi le cas de la révolution mexicaine de 1910-1915. On ne peut pas négliger certaines réactions provenant d'un esprit de caste chez des militaires qui se sont toujours plus occupés des problèmes de politique intérieure que de la défense du territoire national.

Économie et bond démographique

- 14 Les problèmes économiques ont peu évolué ces dernières années en Amérique latine. Tandis que la production agricole mondiale a augmenté en 1959-1960 de plus de 2 % par rapport au cycle précédent, en Amérique latine elle ne s'est élevée que de 1 %, et cela grâce à une expansion de l'ordre de 36 % de la production de café (qui aggrave la crise de ce marché) et de 18 % de la production de graine de lin. En fait, la production d'aliments par personne, d'après le dernier rapport de la FAO, est inférieure à celle d'avant-guerre. Le taux de croissance de la production générale par tête a reculé, de 3,6 % et de 1,8 % en 1955 et 1956, à 1,3 % en 1958 et 0,3 % en 1959.
- 15 En outre, le décalage entre les prix des produits d'exportation latino-américains et ceux d'importation n'a fait qu'augmenter : de 1957 à 1959 le prix du coton a baissé de 36,46 à 33,15 ; celui du café de 55,50 à 35,75, celui du cacao de 39,75 à 29,54 et ainsi de suite. Il y a eu aussi une baisse sur le pétrole qui a donné lieu à la création d'un organisme des pays producteurs de pétrole (à l'exception des États-Unis et de l'URSS), et les prix des autres matières premières du sous-sol sont restés stationnaires ou en baisse (le cuivre a monté légèrement, mais sans atteindre le niveau de 1956). Lors de l'assemblée annuelle de la Banque internationale de reconstruction et du Fonds monétaire international, le délégué du Mexique a pu dire que les pays de l'Amérique latine ont perdu 1 milliard de dollars environ en devises en 1959, par suite de la baisse du prix de leurs produits d'exportation et de la hausse des prix de leurs importations.

- 16 Cette situation se complique du fait de l'extraordinaire pression démographique. D'après le secrétariat de la GEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU), dans le prochain quart de siècle (d'ici 1985) 90 millions de personnes arriveront à l'âge du travail, dont seulement 25 millions serviront à remplacer celles qui doivent normalement disparaître. Pour fournir 65 millions d'emplois nouveaux, il faudra sans doute un effort immense d'investissements, mais aussi un changement de structures et même une révolution dans l'éducation (80 millions des personnes adultes sont encore analphabètes, d'après le directeur de la CEPAL). Les investissements de capitaux américains (5 milliards de dollars ces dix dernières années), sont nettement insuffisants d'autant plus qu'ils ne servent pas au développement économique de chaque pays et n'assurent pas de réinvestissements dans les mêmes pays. D'autre part, le Traité de Montevideo, signé en 1960, par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, la Colombie et le Mexique, a jeté les bases d'une Association latino-américaine de libre échange, en vue d'élargir les marchés et, d'une certaine manière, essayer de se défendre des autres communautés économiques supra- nationales. Mais il est indéniable que tout effort économique qui ne tiendrait pas compte de la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat de la population, de contrôler les investissements, d'éviter une plus forte concentration de la richesse et d'empêcher qu'une bonne partie du revenu national ne sorte du pays ou soit utilisée à des dépenses improductives, ne serait pas en mesure de résoudre le grand problème économique et démographique de l'Amérique latine.
- 17 Les seuls événements susceptibles de changer les structures dans ce monde ibéro-américain depuis 1958 ont été les transformations sociales de Cuba et la réforme agraire du Venezuela (dans un autre sens, le développement au Brésil des entreprises industrielles gérées par l'état). Le plan quadriennal du gouvernement du Venezuela prévoit l'établissement de fermes pour des milliers de familles paysannes, sur des terres appartenant à l'état ou aux anciens « collabos » de la dictature de Pérez Jiménez. Ces deux dernières années 1 214 085 hectares ont été distribués entre 37 207 familles paysannes. En dépit des difficultés financières, le gouvernement compte organiser le crédit et l'assistance technique aux nouveaux fermiers. Bien des gens pensent que le rythme prévu pour la réforme agraire vénézuélienne n'est pas assez rapide, compte tenu de la structure agraire du pays (72,6 % des terres recensées appartiennent à 2,7 % des propriétaires). L'expérience est pourtant fort intéressante ; M. Rómulo Betancourt a la confiance de la grande majorité de la population des campagnes et il est conscient, de l'enjeu de la réforme agraire pour l'expérience démocratique de son pays.
- 18 En somme, la question qui se pose, sans délai, en Amérique latine c'est la lutte contre la misère, contre le sous-développement et contre l'injustice sociale. Cette grande tâche est compliquée par l'existence de puissantes oligarchies et aussi par des habitudes de penser héritées d'un passé récent où l'on regardait trop vers l'Occident moderne au détriment de la tradition hispanique et autochtone. Il faut compter encore avec la méfiance traditionnelle envers les États-Unis et la crainte de servir de pions à l'un des deux géants qui se disputent l'hégémonie sur la Terre. La plupart des esprits qui s'inquiètent pour l'avenir de l'Amérique latine recherchent la nécessaire transformation par des voies originales, sans craindre pourtant les « vitres brisées » que comporte toute transformation économique d'importance. Ce qui compte, pour eux, c'est de garder l'esprit d'indépendance, et c'est dans cette perspective que l'on doit

considérer les réactions passionnelles du monde latino-américain à l'expérience castriste.

NOTES

2. « Initiation à l'Amérique latine » (*Esprit*, octobre 1958).
3. Voir *Esprit*, oct. 1960 p. 1612.
4. *El Ciervo* (n° 90, Déc. 1960).
5. La poussée de la gauche aux dernières élections législatives au Chili est aussi un test de l'accueil réservé par l'opinion à cette campagne pro-castriste.